

REMERCIEMENTS

Le président, le trésorier, les membres du bureau, les amis d'Elus Locaux Contre le Sida remercient leurs partenaires financiers, ainsi que le directeur du Crips Ile-de-France pour l'organisation de la présentation officielle des actes des Septièmes états généraux (17 octobre 2003) et le président de l'Assemblée nationale pour l'organisation des Huitièmes états généraux (15 novembre 2003).

Les institutions :

- Direction générale de la santé
- Mission interministérielle de lutte contre la drogue et les toxicomanies

Les régions :

- Alsace
- Ile-de-France
- Languedoc-Roussillon
- Nord-Pas-de-Calais
- Pays-de-la-Loire
- Poitou-Charentes
- Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Drancy
- Levallois-Perret
- L'Hospitalet-du-Larzac
- Livry-Gargan
- Lyon
- Pantin
- Paris
- Perpignan
- Puteaux
- Toulouse
- Valréas
- Villepinte
- Woippy

Les départements :

- Essonne
- Hauts-de-Seine
- Seine-Saint-Denis
- Val-de-Marne
- Yvelines

Les villes :

- Béthune
- Bobigny
- Bordeaux

Les entreprises :

- GlaxoSmithKline
- La Voix du Nord
- Pfizer
- Schering Plough
- Smerep

Merci aux partenaires d'ELCS :



Campagne de cotisation 2004

Depuis les états généraux du 15 novembre 2003, vos cotisations sont enregistrées au titre de l'exercice 2004. Traditionnellement, en ce début d'année, nous mobilisons les sympathisants d'ELCS afin qu'ils adhèrent à l'association, prouvant ainsi leur engagement dans la lutte contre le sida. Nous avons besoin de vous.

COUPON-REPONSE

à adresser à ELCS – 84, rue Quincampoix – 75003 PARIS

Prénom : Nom :

Adresse :

..... Ville :

Tél. : Fax :

Courriel :

Mandat (s) :

- souhaite adhérer à ELCS (15 € non élus; 25 € élus non indemnisés; 31 € élus indemnisés; 46 € soutien)
- souhaite recevoir les actes des Huitièmes états généraux en novembre 2003 (8 € de participation)
- s'abonne à ELCS Infos (46 € pour les particuliers ; 76 € pour les personnes morales)

Les règlements doivent être effectués par chèque à l'ordre d'Elus Locaux Contre le Sida

HUITIEMES ETATS GENERAUX D'ELCS

“Faire de la lutte contre le Sida une grande cause nationale”

Les Huitièmes Etats Généraux d'ELCS se sont déroulés le 15 novembre 2003 à l'Assemblée nationale, sous le haut patronage de Jacques CHIRAC, président de la République, sous le patronage de Christian PONCELET, président du Sénat et sous la présidence de Jean-Louis DEBRE, président de l'Assemblée nationale. Parmi les personnalités présentes, plusieurs membres du gouvernement : Roselyne BACHELOT, ministre de l'écologie et du développement durable, Jean-François COPÉ, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, Dominique VERSINI, secrétaire d'Etat chargée de la lutte contre la précarité et l'exclusion, Pierre-Alain WILTZER, ministre délégué à la coopération et la francophonie, Bernard STASI, médiateur de la République, Jean-Paul HUCHON, président de la Région Ile-de-France, la chan-

teuse SHEILA, en qualité de présidente d'honneur d'ELCS, sans oublier de très nombreux responsables associatifs.

Les différents intervenants sont venus rendre compte de l'évolution de la pandémie, des moyens mis en œuvre dans la lutte contre le sida mais également de leur détermination à s'engager toujours plus et ensemble dans ce combat pour la vie, ceci dans la lignée du souhait de ELCS de faire de la lutte contre le Sida une grande cause nationale en 2005. Les progrès de la médecine ainsi que les bons résultats obtenus grâce à la politique de réduction des risques dans le domaine de la toxicomanie ont notamment été soulignés et tous ont tenu à réaffirmer avec force que le sida reste, encore aujourd'hui, une maladie obstinément mortelle.

MORCEAUX CHOISIS

SHEILA

Présidente d'honneur d'ELCS

« Le sida est toujours parmi nous : jeunes et moins jeunes, riches et pauvres, garçons et filles, se font encore contaminer. Malgré l'information dispensée, malgré le dépistage, malgré les traitements, les Français sont touchés, ils meurent encore et nous mourrons toujours. Les Africains, les Asiatiques, les Sud-américains, toutes celles et tous ceux qui, dans les pays défavorisés, sont atteints par ce terrible virus meurent et disparaissent. Chaque jour, nous mourrons un peu plus avec eux. »

Jean-Luc ROMERO

Président d'ELCS

« [...] Je rappellerai aussi à quel point nous sommes attachés à ce que la politique de réduction des risques chez les toxicomanes soit définitivement inscrite dans la loi. Le Premier Ministre s'y est engagé en me recevant, et nous comptons évidemment sur toi, mon cher Didier Jayle.

Nous souhaitons aussi que soit rapidement lancée une campagne nationale grand public sur le traitement post-exposition, tout comme il devient urgent de remettre le préservatif masculin,

mais aussi et surtout féminin, à 0,15 centimes d'euro, ce qui implique nécessairement un financement public.

En guise de conclusion, je voudrais élargir mon intervention et profiter de notre présence dans le temple de la loi. Monsieur le président de l'Assemblée nationale, vous avez souhaité créer une mission d'étude sur la fin de vie suite à l'émoi légitime qu'a provoqué la mort du jeune Vincent Humbert. Je voulais sincèrement vous en remercier.

Les personnes séropositives vivent aujourd'hui longtemps et nous

SOMMAIRE

HUITIEMES ETATS GENERAUX

“Faire du Sida une grande cause nationale”	1-2
Le VIH et les jeunes.....	3
Calendrier des réunions	3
Remerciements	4

Directeur de la publication :
Jean-Luc ROMERO
Secrétariat de rédaction :
Bastien VIBERT-VICHET

Diffusion : 8200 exemplaires
Imprimerie ARLYS - 01.34.53.62.69

n'en remercierons jamais assez les médecins, les chercheurs qui ont fait, en des temps extrêmement rapides, des progrès extraordinaires et salutaires. Mais cette maladie reste obstinément mortelle. Vous imaginez bien que lorsqu'on vit avec ce virus, on pense inéluctablement à sa propre fin. Et vous imaginez l'état d'esprit que vous pourriez avoir lorsque cela fait 18 ans qu'il vous ronge sans relâche et avec acharnement. Comme Vincent, mais aussi comme l'immense majorité des Français et des personnes séropositives que je rencontre, je veux être sûr, le moment venu, de décider des conditions de mes derniers instants.

Je refuse la souffrance inutile et inévitable. Je ne souhaite pas non plus me voir me dégrader inéluctablement et inutilement. Je veux mourir « les yeux ouverts », comme l'a si magnifiquement écrit Marguerite Yourcenar. Je veux mourir debout ! »

Professeur Michel KAZATCHKINE

Directeur de l'Agence nationale de recherche sur le sida

« Contrairement à une idée reçue et encore admise dans certains cercles, nous sommes très loin d'avoir maîtrisé l'épidémie. Cette épidémie est encore très jeune dans de nombreuses régions du monde. Il est vrai qu'en Afrique, elle commence à ralentir dans certaines zones. Malheureusement, la raison en est que l'épidémie a déjà épuisé les réservoirs dans lesquels elle peut puiser. En Asie du Sud-Est, en Inde, en Chine, l'épidémie progresse rapidement, ainsi que dans les pays de l'ancien bloc soviétique. La croissance épidémique la plus rapide actuellement est celle de Russie. Cette épidémie encore jeune n'atteindrait son pic que dans les années 2040, voire 2060, selon les épidémiologistes et les modélisateurs. Le sida est donc là pour longtemps encore. Notre préoccupation prioritaire doit être de chercher par tous les moyens à freiner la croissance et l'expansion de cette épidémie. Je rappelle les chiffres : plus de 10 millions de nouvelles infections par an, soit 25 000 infections par minute dans le monde.

Or, la prévention est une tâche difficile. Cependant, nous connaissons les moyens efficaces. Dans certains contextes et certaines conditions les campagnes d'infor-

mation et la sensibilisation des personnes pour changer les comportements sont efficaces. Le message du Ministre de la Santé l'a mentionné et nous en avons vu les effets en France et dans de nombreux pays d'Europe, la réduction des risques a permis une diminution très importante des nouvelles infections chez les usagers de drogue par voie intraveineuse. Nous avons pu constater, dans les débuts de l'épidémie, que la prise de responsabilité de la communauté homosexuelle avait permis de diminuer le nombre de contaminations dans ce groupe de personnes.

La politique de réduction des risques est encore étrangère à de nombreux pays, en particulier ceux de l'ancien bloc soviétique, où l'épidémie se répand rapidement. Un autre moyen de prévention existe : les antirétroviraux eux-mêmes. Ils permettent en effet d'empêcher la transmission du virus de la mère à l'enfant. Nous avons désormais des moyens très efficaces afin de prévenir cette transmission. En Europe et aux Etats-Unis, il n'y a pratiquement plus d'enfants infectés qui naissent de mères séropositives. Je reviens de Thaïlande. Un groupe de recherche, opérant dans un hôpital co-financé par les Américains et les Français, a démontré qu'il est possible de réduire à 2 % le risque de transmission de la mère à l'enfant avec deux médicaments antirétroviraux. Enfin, les antirétroviraux, en tant que médicaments, devraient être accessibles à tous ceux qui en ont besoin. Ils remplissent en outre un effet préventif, en réduisant la quantité de virus en circulation dans la population. Ils auront nécessairement, de ce point de vue, un impact sur le risque de transmission. Les antirétroviraux ont non seulement un effet préventif vertical, contre la transmission de la mère à l'enfant, mais aussi un effet préventif horizontal dans la population : plus le nombre de personnes traitées sera important, moins le risque de contaminations sera élevé. »

Docteur Didier JAYLE

Président de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie

« Le sida explose en Afrique, en Europe de l'Est, en Asie du Sud-Est, et l'épidémie se poursuit aussi en France. La situation, en ce qui concerne les drogues, est également très inquiétante. De même

que le sida, ce problème est mondial. Nous assistons à une explosion de la consommation d'héroïne dans tous les pays traversés par les routes de la drogue entre l'Afghanistan, le principal producteur, et les pays de l'Union Européenne. Les caravanes de la drogue écoulent une proportion de plus en plus importante dans les pays qu'elles traversent, profitant de la pauvreté et de la faiblesse des Etats. Elles sont un facteur de corruption, de criminalité, d'appauvrissement des populations, d'insécurité et de diffusion des maladies. A titre d'exemple, le nombre d'héroïnomanes est supérieur à 1,5 million aujourd'hui en Iran. En Russie, en Ukraine, nous assistons à l'explosion simultanée et conjuguée du sida, des hépatites et de l'héroïne. La solidarité et la coopération internationales sont plus que jamais indispensables afin de lutter contre les trafics et aider leurs victimes.

Heureusement, la situation n'est pas aussi grave en France. Le nombre de personnes qui consomment de l'héroïne a considérablement baissé, grâce aux traitements de substitution dont bénéficient aujourd'hui plus de deux tiers des consommateurs. La politique de réduction des risques s'est révélée efficace, en ce qui concerne non seulement le nombre d'overdoses, qui s'est effondré, mais aussi la progression du VIH, qui a très sensiblement baissé. Cependant, nous sommes conscients de ce que rien n'est acquis. Le problème de l'hépatite C n'est pas pris en compte. Nous ne devons pas baisser la garde. Le gouvernement est clairement décidé à poursuivre ses efforts, à encourager de nouvelles initiatives et à inscrire la réduction des risques dans le cadre de la réforme de la loi de 1970.

Dans les dispositions du plan quinquennal, qui est en attente des derniers arbitrages avant son annonce prochaine, nous travaillons à équilibrer la distribution des traitements de substitution et nous souhaitons également diversifier l'offre, en donnant un nouvel essor aux communautés thérapeutiques, qui ont été trop abandonnées en France.

J'ai l'intention d'impulser de nouvelles initiatives en ce qui concerne le crack. Cette drogue, qui ne connaît heureusement pas la même diffusion que l'héroïne, est particulièrement dévastatrice, notamment au sein de populations très précarisées, en Ile de France, à Paris. »

LE VIH ET LES JEUNES : les mutuelles étudiantes en première ligne

par Gaël DESBONNET, président de la SMEREP

Des besoins de sensibilisation accrus sont d'autant plus importants aujourd'hui que chez les jeunes, comme dans l'ensemble de la population française, une certaine banalisation –dramatique- de la pandémie, une presque indifférence doublée d'une ignorance des moyens de protection individuelle rendent la population plus vulnérable qu'elle l'a été au cours du début de la décennie quatre-vingt-dix durant lesquels les comportements étaient pourtant particulièrement responsables. Par exemple, 8% des Franciliens déclarent n'avoir utilisé ni préservatif ni pilule à l'occasion de leur dernier rapport sexuel. Cette proportion double chez les jeunes polyconsommateurs de produits psycho-actifs. Egalement, chez les femmes de moins de 20 ans, en Ile-de-France, six grossesses sur dix se terminent par une IVG, contre cinq sur dix en province. Ce taux d'IVG est particulièrement élevé à Paris où il s'élève à 65,5 %.

Ce relâchement est lié, d'une part, au caractère de dangerosité moins mis en exergue ces derniers temps et, d'autre part, à l'amalga-

me qui est fait entre les traitements palliatifs et l'obligation de se prémunir contre un risque toujours mortel.

Devant ce constat, la réponse des mutuelles régionales étudiantes doit s'inscrire dans la durée, en relation directe avec notre approche spécifique de santé. Elle doit être globale, aussi bien physique que mentale et sociale. Elle se doit également d'être cohérente, aussi bien préventive que « curative », et surtout adaptée aux besoins spécifiques des étudiants, tout en respectant leur autonomie, sans contraindre ni exclure. De ce fait, la pluralité et la proximité sont le cadre nécessaire au développement des actions des mutuelles étudiantes, permettant à chacun de trouver une réponse adaptée. Le rôle d'acteur de santé publique des mutuelles doit tendre vers ces principes complémentaires.

Les mutuelles régionales étudiantes s'efforcent de multiplier les positionnements concernant l'information et la prévention afin de faire prendre conscience que la santé est un capital qu'il convient de préserver et d'entre-

tenir tout au long de la vie, et permettant d'apprécier et d'arbitrer sereinement les risques qui pourraient être responsables de pathologies à long terme.

Un enjeu de taille...

Les mutuelles régionales étudiantes s'efforcent de promouvoir « une nouvelle culture de la santé », culture fondée sur l'environnement, les comportements responsables, le cadre de vie. En étant volontariste et en promouvant ainsi une culture de santé fondée sur le bien être (au sens de l'Organisation mondiale de la santé), la responsabilisation et la solidarité, afin d'anticiper et de se prémunir au mieux des maladies, les mutuelles régionales étudiantes sont des acteurs de la connaissance du système de santé en amenant les jeunes générations à prendre conscience des enjeux qui entourent leur santé, afin de leur faire adopter demain un comportement responsable et citoyen pour les aider à aller vers leur autonomie sociale.

Cela représente pour nous le moyen le plus efficace à long terme de les prémunir au mieux du risque lié au VIH.

CALENDRIER DES RÉUNIONS LOCALES POUR LE PREMIER SEMESTRE DE L'ANNÉE 2004

sous réserve de modifications

• **BÉTHUNE,**
le vendredi 30 janvier

• **CHALON-SUR-SAÔNE,**
le vendredi 7 mai

• **BORDEAUX,**
le vendredi 4 juin

• **TROYES,**
le vendredi 13 février

• **PARIS**
(mairie du XI^e arr.)
le jeudi 13 mai

• **STRASBOURG,**
le vendredi 11 juin

• **PAU,**
le vendredi 30 avril

• **BASTIA,**
le vendredi 28 mai

• **LYON,**
le vendredi 18 juin

• **MARSEILLE,**
le vendredi 2 juillet

Le congrès international du Sida se tiendra cette année du 11 au 16 juillet.



SHEILA,
Présidente d'Honneur d'ELCS

Jean-Luc ROMERO,
Président d'ELCS

ainsi que les membres du bureau d'ELCS

seront heureux de vous rencontrer lors de

la sortie officielle des actes des 8^{èmes} Etats Généraux d'ELCS

Le lundi 26 avril 2004

à partir de 18H00

*en Sorbonne – salle des Autorités
47, rue des Ecoles
Paris V^{ème}*

(M[°]Cluny-la-Sorbonne ou RER B Saint-Michel - Notre-Dame)

*Nous vous remercions de bien vouloir nous confirmer votre présence en renvoyant le coupon ci-après
par voie postale au 84, rue Quincampoix - 75003 Paris
ou par e-mail : eles@wanadoo.fr*

✂ -----

Nom :

Prénom :

Fonction ou Association :

Adresse :

Téléphone :

Télécopie :

: Participera à la sortie des actes

: Ne participera pas à la sortie des actes

: Ne participera pas à la sortie des actes, mais souhaite recevoir les actes (8 € de participation au frais)

Élus Locaux Contre le Sida - 84, rue Quincampoix - 75003 Paris

Téléphone : 01 42 72 36 46 - Télécopie : 01 42 72 37 57

E-mail : eles@wanadoo.fr - Web : www.eles-asso.com